

Les luttes d'hier et d'aujourd'hui

Le vernissage du livre de l'historien Alexandre Elsig sur la Ligue d'action du bâtiment de Genève a permis de susciter le débat sur le rôle des syndicats aujourd'hui

«**A**ction directe et défense des conditions de travail hier et aujourd'hui? C'est sous cette appellation qu'une rencontre-débat a été organisée par le Collège du travail le 25 février à Genève à l'occasion du vernissage du livre de l'historien Alexandre Elsig: «La ligue d'action du bâtiment. L'anarchisme à la conquête des chantiers genevois dans l'entre-deux-guerres». Dans la salle du sous-sol de l'Université ouvrière de Genève, c'est devant un public bigarré – des femmes et des hommes, issus de syndicats ou de tendances libertaires, et de tous âges – qu'Alexandre Elsig a présenté son livre sur la Ligue d'action du bâtiment (LAB), bras armé d'inspiration anarchiste de la FOBB, dans les années 1930, à Genève. La LAB qui a réussi à faire entendre ses revendications et à imposer les conventions de travail grâce à ses actions directes, parfois illégales.

L'anarchisme dans le monde ouvrier

L'historien a rappelé deux moments forts du mouvement. Celle de l'affaire de Versoix, qu'il relate dans son livre par ces mots: «Le 15 janvier 1931, L'Internationale retentit avec un écho particulier sur le parvis du Palais de justice genevois. Entonné par les militants de la Fédération des ouvriers du bois et du bâtiment (FOBB) et orchestré par leur meneur Lucien Tronchet, le chant célèbre une importante victoire judiciaire de la Ligue d'action du bâtiment (LAB). En effet, quelques minutes plus tôt, le juge avait prononcé la libération immédiate de quatorze syndicalistes inculpés dans l'affaire dite "de Versoix".» «La bande à Tronchet», comme elle était appelée à l'époque, avait été accusée de violation de domicile pour avoir voulu faire cesser de force le travail sur un chantier un samedi après-midi en vertu de la convention de travail récemment acquise.

Quatre ans plus tard, en 1935, les militants de la LAB démolissent des taudis «insalubres et surpeuplés» avec pour objectif l'amélioration des conditions de logement et la création d'emplois. Cette fois-ci, le syndicat sera sanctionné par la justice. Neuf militants doivent payer 5588,45 francs à titre de dommages et intérêts et d'indemnités aux locataires. Tronchet prend un mois de prison ferme; ses compagnons, 15 jours avec sursis. «Alors que le PS était à la tête du gouvernement cantonal, cette sanction crée la rup-

ture entre la gauche et la force anarchiste. C'est le chant du cygne pour la LAB», a relevé Alexandre Elsig. «L'emprise de l'anarchisme dans le monde ouvrier genevois aura duré un peu moins d'une décennie.»

Les luttes aujourd'hui

Alors que la LAB reste un mouvement majeur dans l'histoire du syndicalisme genevois, le débat qui a suivi ce bref exposé a dépeint un contexte politique et syndical bien différent d'aujourd'hui. Même si, comme l'a introduit Manuela Cattani, secrétaire générale du SIT et présidente de la Communauté genevoise d'action syndicale (CGAS): «Nous sommes dans une période où les luttes vont s'accroître...»

Alessandro Pelizzari, secrétaire régional d'Unia Genève et vice-président de la CGAS, a souligné les ambiguïtés de la lutte syndicale et l'importance de réfléchir à la fonction des syndicats: «Est-ce que l'organisation syndicale est un vecteur qui permet ou empêche l'organisation de luttes collectives? Ou comment le syndicat peut redevenir un vecteur d'organisation collective? Alors qu'en Suisse, et nous l'avons vu lors du 9 février 2014, les syndicats ne sont pas vus comme une alternative crédible aux discours de l'UDC. Et qu'il y a un amalgame entre les syndicats et la social-démocratie qui restructure les retraites...» Des questions posées dans un monde du travail qui a radicalement changé depuis la création des syndicats, traditionnellement masculins et défendant les travailleurs fixes. Or, aujourd'hui, les syndicats sont face à un patchwork de contrats de travail et de permis de séjour sur un seul et même chantier.

«Un appareil syndical doit être capable aujourd'hui de former un horizon politique commun face à la fragmentation du monde du travail et le manque de boussole politique. Il faut un syndicalisme ouvert, et le réinventer tous les jours.» Dans ce sens, Alessandro Pelizzari a relevé l'importance des luttes inédites comme chez Merck Serono, avec les cols blancs comme acteurs syndicaux, ou la grève de quatre Polonais sur un chantier à Genève, malgré la précarité de leur statut. Mais aussi la lutte des TPG «importante pour l'ensemble des syndicats».

Vincent Leggiero, président de la section TPG du SEV, est revenu sur cette grève menée en novembre. «Par son ampleur, le mouvement a réussi à ébranler le Conseil d'Etat, appareil de la bourgeoisie, du capitalisme», a-t-il rappelé. «Le SEV s'est battu pour son indépendance. Et l'indépendance,



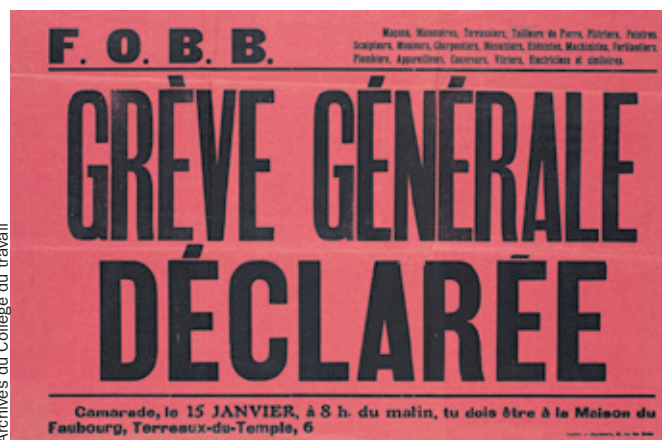
Grève des couvreurs en 1931. Au centre, à gauche du tambour, Lucien Tronchet, fer de lance de la LAB.

c'est la clé de voûte de la lutte, sinon c'est de l'accompagnement. C'est ce que les directions essaient tout le temps: nous associer à leurs décisions pour dégrader les conditions de travail.»

Qui décide?

Après une discussion nourrie sur le rôle des syndicats – défenseurs des travailleurs seulement ou plus globalement du peuple? – l'intervention de Charles Magnin, président du Collège du travail, a résumé la situation: «Comment fédérer les forces en révolte contre les inégalités, dans ce moment historique particulier d'intensification des crises?» Après quoi, deux questions du public ont permis de créer un lien direct avec la LAB. A savoir: Est-ce que des actions de sabotage illégales pour des conditions de travail dignes sont encore possibles? Et auraient-elles le soutien des syndicats? Ou les syndicats sont-ils des digues qui permettent, pour les Etats et les patrons, que la révolte ne déborde pas, en jouant notamment les pompiers dans certaines situations? Ce à quoi Manuela Cattani a répondu: «Je n'ai jamais eu à faire le pompier. Plutôt l'inverse...» Alors que son

Appel à une grève de solidarité avec les inculpés de la Ligue d'action du bâtiment, le 15 janvier 1931.



homologue Alessandro Pelizzari relevait: «Unia a joué les pompiers parfois, comme à Reconvilier par exemple (faisant référence au conflit à la Boillat, ndr) où la lutte a été stoppée. Or ce n'est pas à l'appareil syndical, mais aux assemblées générales des travailleurs de décider.» Et Vincent Leggiero de conclure: «Dès le moment où l'on va à l'encontre des travailleurs, on n'est pas des pompiers, mais des traîtres. Sur la question du sabotage ou de luttes fortes, comme la LAB les

a menées, ce sont aux travailleurs d'en décider...»

Aline Andrey

«La ligue d'action du bâtiment. L'anarchisme à la conquête des chantiers genevois dans l'entre-deux-guerres», Alexandre Elsig, Editions d'en bas & Collège du travail, 2015. Pour commander le livre: www.collegedutravail.ch

Mobilisation des salariés de l'hôtellerie-restauration

A Genève, Unia et le Syndicat interprofessionnel de travailleurs lancent une pétition pour faire évoluer les salaires et améliorer l'application de la convention collective



Les syndicats réclament également une augmentation des contrôles des établissements genevois.

Tandis qu'à Berne les partenaires sociaux négocient le renouvellement de la Convention collective nationale de travail (CCNT) de l'hôtellerie-restauration, Unia et le Syndicat interprofessionnel de travailleuses et travailleurs (SIT) ont pris l'initiative, au travers d'une pétition, de mobiliser les salariés genevois du secteur.

«Nous voulons récolter un maximum de signatures; il est important que les travailleurs puissent se prononcer durant ces discussions pour le renouvellement de la CCNT», explique Artur Bienko, secrétaire syndical d'Unia. «Nous demandons 4000 francs au minimum par mois, car actuellement, la CCNT fixe un salaire minimum de 3407 francs seulement. Or, ce n'est tout simplement pas possible de vivre avec une telle somme à Genève; c'est être réduit à la condition de working poor.» Pour le syndicaliste, la CCNT devrait tenir

compte des spécificités régionales, «surtout que l'hôtellerie-restauration se porte très bien à Genève».

Renforcer les contrôles

Autre cheval de bataille: le contrôle des établissements. «La CCNT n'est de loin pas respectée, surtout par les petits établissements. Il y a quelque 16500 travailleurs dans l'hôtellerie-restauration genevoise et nous partageons avec Vaud et Fribourg le seul contrôleur disponible dans le canton. Nous exigeons un seul inspecteur pour Genève; c'est envisageable dans la mesure où le fonds paritaire de la CCNT est doté de plusieurs millions.» En plus d'augmenter les contrôles, Artur Bienko aimerait améliorer leur efficacité: «Ils sont annoncés à l'employeur cinq jours à l'avance et les amendes ne sont pas en rapport avec les sommes en jeu.» A Berne, au secrétaire central d'Unia, l'initiative genevoise est vue d'un bon

œil. «Genève connaît une situation problématique et nous ne pouvons que soutenir cette démarche pertinente», indique Mauro Moretto. «En 2006, le salaire médian dans l'hôtellerie-restauration à Genève se montait à 4127 francs contre 3902 francs au plan national. Alors que le coût de la vie est très élevé dans cette ville, les statistiques pour l'année 2012 montrent qu'il n'atteint que 4287 francs, tandis que la moyenne suisse s'est hissée à 4236 francs. Pire, entre 2010 et 2012, le salaire médian genevois a régressé de 1,7% alors qu'il augmentait de 3,2% au niveau suisse», détaille le responsable national de la branche. «Il paraît évident que le décalage genevois est dû au dumping salarial. Il est donc urgent d'apporter des corrections en augmentant les salaires et en renforçant les contrôles.»

Jérôme Béguin